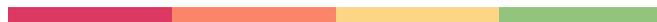


# L'appréhension de la dimension Santé-Environnement dans le Pays de Brest

*Une problématique émergente pour des enjeux d'avenir majeurs*



Étude réalisée par le Master  
Gestion des Territoires et Développement Local

Pays de Brest  
PÔLE MÉTROPOLITAIN



Université  
de Bretagne  
Occidentale

# CONTEXTE DE L'ÉTUDE

## Contrat Local de Santé

2019 : Signature du **Contrat Local de Santé (CLS)** du Pays de Brest  
Septembre 2020 : Lancement du **diagnostic** sur la SE pour un **nouvel axe du CLS**

## Covid-19

Une crise sanitaire **révélatrice** des **problématiques de SE** : mal-logement, bruits, besoin d'extérieur, cadre de vie, etc.

## Diagnostic SE Pays de Brest

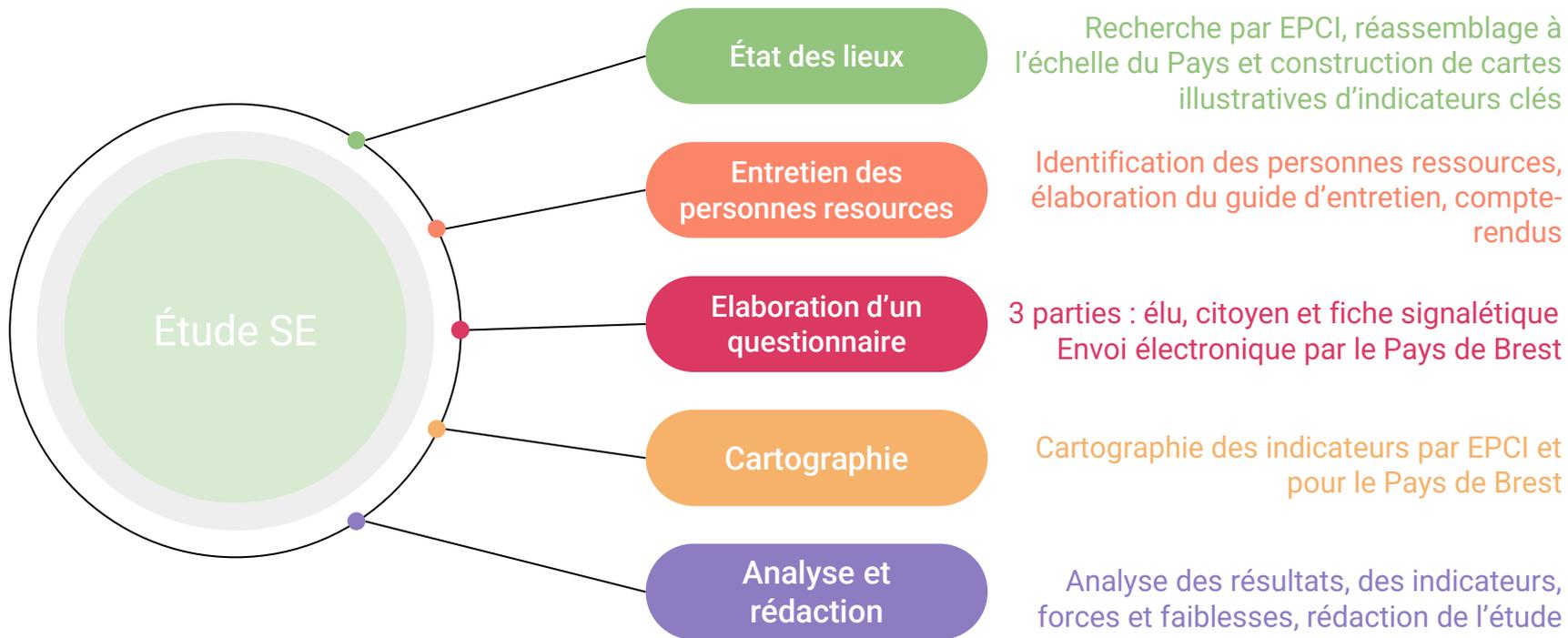
2020 - 2021 : **Etat des lieux, entretiens** avec des **personnes ressources**, et **enquête** auprès des **élus**



Quels sont les enjeux Santé-Environnement  
dans le Pays de Brest aujourd'hui ?

**QUID DES PERCEPTIONS ET CONNAISSANCES RÉELLES  
DES ÉLUS DU PAYS DE BREST?**

# UNE MÉTHODOLOGIE UNIVERSITAIRE



# 1. ENTRETIENS AUPRÈS DE PERSONNES RESSOURCES



# ENTRETIENS QUALITATIFS

32 entretiens : 36 acteurs, 26 structures

Octobre à novembre 2020

## SANTE

CHRU Brest  
Ligue contre le cancer  
MSA  
Infirmier académique

## ENVIRONNEMENT

Energie  
Air Breizh  
Eau du Ponant  
Guyot Environnement  
Eau et Rivières de Bretagne  
France Nature Environnement  
Syndicat Bassin Versant

## ELUS

Députée  
Conseillère Départementale  
du Finistère  
Maire de CCPCAM  
Maire de CCPCP

## ENTREPRISES

ADESS  
HENAFF  
Cloître Imprimerie  
LECLERC Scarmor

## AGRICULTURE

Maison de la Bio  
PAT Brest Métropole (BM)  
Biocoop  
Chambre d'agriculture

## URBANISME

Service habitat BM  
Service mobilité BM  
CLCV  
PPBE BM  
BAPAV  
ADIL  
SOLIHA

# LA VISION DE LA SANTÉ-ENVIRONNEMENT DES ACTEURS



## Enseignements clés

**Une discipline  
transversale**

Un système complexe

L'affaire de tous

Le témoignage d'une  
fracture

Une question médicale

Santé environnement et  
bien-être, une interconnexion  
évidente.

# LES FREINS À LA MISE EN OEUVRE D' ACTIONS



## Enseignements clés

### Un manque de coordination

Un changement de paradigme

Une néo-discipline

Une gouvernance inadaptée

Des investissements incompris

Une fracture géographique

## 2. ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉLUS DU PAYS DE BREST



# MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

**459** élus interrogés, échantillonnés selon la méthode des quotas ajustée,  
soit **21,5%** de la population mère

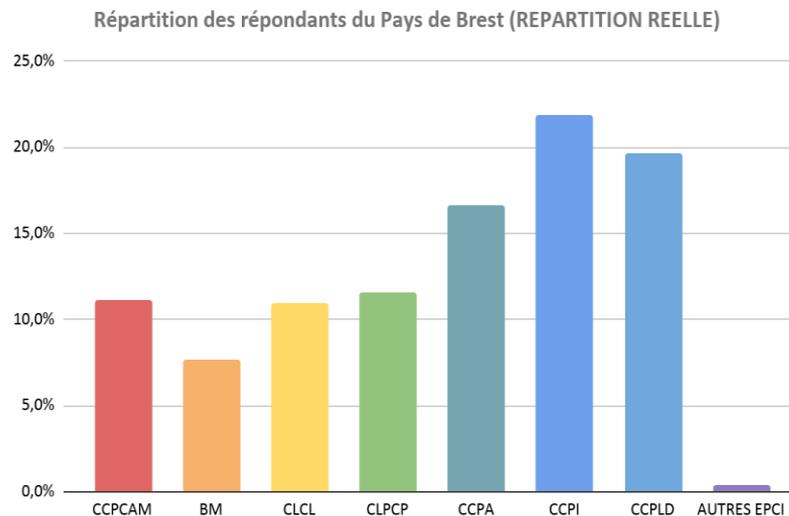
La significativité de l'échantillon est assurée à partir de 337 répondants selon la formule de détermination de la taille de l'échantillon minimal au regard de la population mère :

$$n = N/(1+Ne^2)$$

⇒ **l'échantillon est bien statistiquement significatif**  
(marge d'erreur exacte de 4% à 95% de niveau de confiance)

EO : Échantillon optimal, élus à questionner  
ER : Échantillon réel, élus questionnés

EPCI	Nbre élus	% élus	EO	ER	ER par EPCI	Part EPCI / ER
<b>BM</b>	268	12,6%	58	36	13,4%	7,8%
<b>CCPCAM</b>	192	9,0%	41	51	26,6%	11,1%
<b>CCPI</b>	399	18,7%	86	101	25,1%	22,0%
<b>CCPLD</b>	428	20,1%	92	90	21,0%	19,6%
<b>CCPA</b>	295	13,8%	64	76	25,8%	16,6%
<b>CCPCP</b>	277	13,0%	60	53	19,1%	11,5%
<b>CLCL</b>	272	12,8%	59	50	18,4%	10,9%
<b>Autres/D29</b>	0	0,0%	0	2	-	0,4%
<b>Total</b>	<b>2131</b>	<b>100%</b>	<b>459</b>	<b>459</b>	<b>21,5%</b>	<b>100,0%</b>



# PORTRAIT DES ÉLUS ENQUÊTÉS



**Parité de l'échantillon :**  
Femmes : 48,4%  
Hommes : 51,6%

Une majorité de  
conseillers  
municipaux



64,5% de  
conseillers  
municipaux

Adjoints : 25,9%  
C. communautaires : 8,6%  
Maires : 6,4%

Des élus de  
communes rurales  
et de petites villes



49,2% dans des  
communes de  
2 000 à 10 000  
habitants

< 2 000 habitants : 42,3%  
10 000 - 20 000 hab : 5,2%  
+ 20 000 habitants : 3,3%

Des élus en lien  
avec la S-E ?



**Déclarent avoir un  
métier en lien avec :**

- la Santé 14,6%
- l'Envtment 13,7%
- la SE 10,9%

Cela s'avère vérifiable /  
profession seulement pour  
14,4% d'entre eux

Un fort  
renouvellement  
politique



66% effectuent  
leur premier  
mandat

2ème mandat : 21,1%  
3ème mandat : 6,5%  
4ème mandat : 6,3%

Des élus conciliant  
mandat et activité



67% ont une  
activité  
professionnelle

Cadres/prof. intel.sup : 35,6%  
Employés : 32%  
Prof interm. : 12,9%

## 2. PERCEPTION DE LA SANTÉ-ENVIRONNEMENT EN TANT QUE CITOYEN



### Enseignements clés

6 premiers mots représentent  
52% des réponses données

**Pollution** d'une manière  
générale (1 répondant sur 4)

**Santé pour tous :**  
Une problématique commune  
et intergénérationnelle  
L'accessibilité aux soins,  
notamment zones rurales.

**Agriculture et alimentation :**  
Consommer de manière  
responsable et favoriser une  
agriculture raisonnée.

## 2.1 S-E : QUELLE IMPLICATION CITOYENNE ?

4%

des élus indiquent **ne pas s'impliquer** face aux enjeux de SE

27,8%

affirment **s'impliquer fortement** face aux enjeux de SE

68,4%

disent prêter attention et **s'intéresser personnellement** aux enjeux de SE

59,2%

désignent le **manque de temps** comme principal facteur d'un défaut de prise en compte de la SE

46,6%

Invoquent le **manque d'alternatives vertueuses** (transports en commun) comme un facteur limitant majeur / la prise en compte de la Santé-Environnement

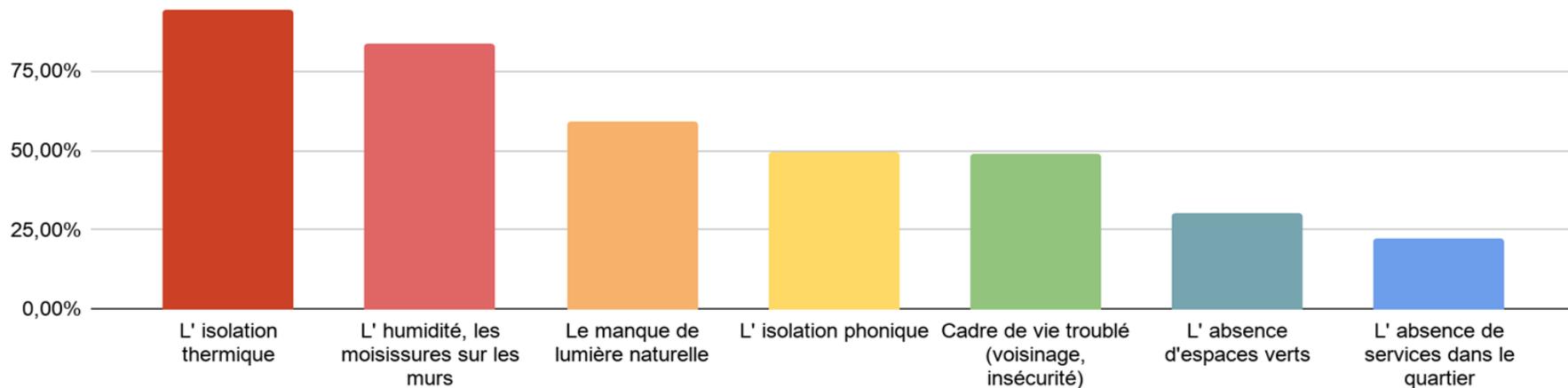
30,4%

estiment qu'un **défaut d'information** est la raison pour laquelle ils ne prennent pas davantage en compte la SE

### **Principales « actions » des élus / S-E :**

- 1- Aère son logement (71%),
- 2- Consomme local (67%)
- 3- Pratique une activité physique (60%)

## 2.2 Le logement et l'habitat, une problématique bien identifiée (90%)



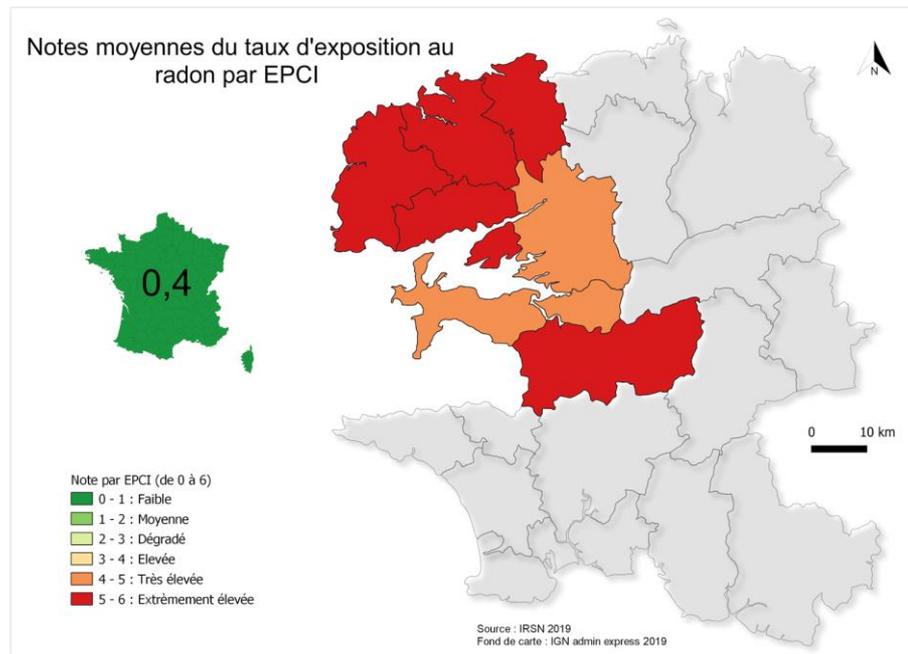
L'isolation thermique et l'humidité dans les logements : principaux déterminants dans la qualité de l'habitat

> 5% de parcs privés potentiellement indignes (PPPI) au Pays de Brest, concentrés majoritairement à BM

## 2.3 Un risque d'exposition au radon sous-estimé bien que très élevé

**64,9%** des élus ne pensent pas être concernés par les risques d'exposition liés au radon quand **83%** des communes du Pays de Brest sont classées en potentiel radon de catégorie 3

=> **Seuls 30% se sentent concernés**



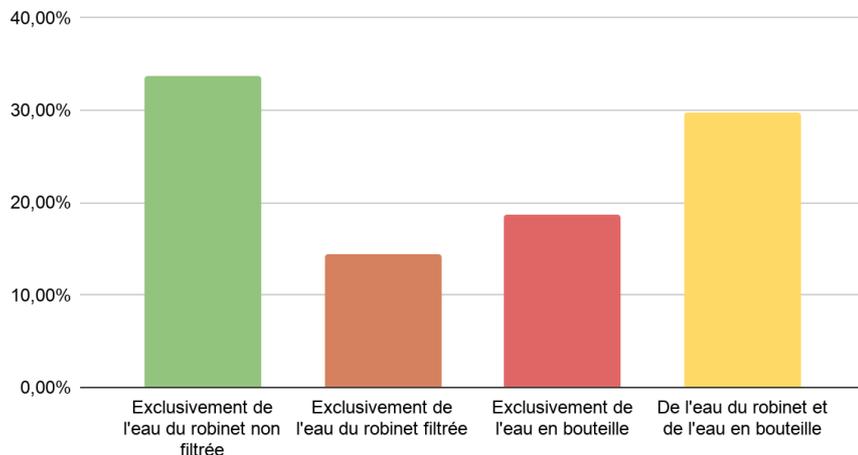
## 2.4 Une certaine défiance / qualité de l'eau de consommation

33,8%

consomment essentiellement de l'eau du robinet non filtrée

- Raisons écologiques
- Raisons économiques
- Question de praticité car ne nécessite pas de manutention

Type d'eau consommée au domicile



18,7%

Des répondants ne consomment que de l'eau en bouteille



- Par un manque de confiance en la qualité de l'eau du robinet et de ses composants pour **60,7% des répondants**
- Pour son éventuel mauvais goût pour 52,3% des répondants

## 2.5 Un faible sentiment d'exposition aux nuisances sonores

67,1%

estiment être pas ou peu exposés  
aux bruits... pourtant...

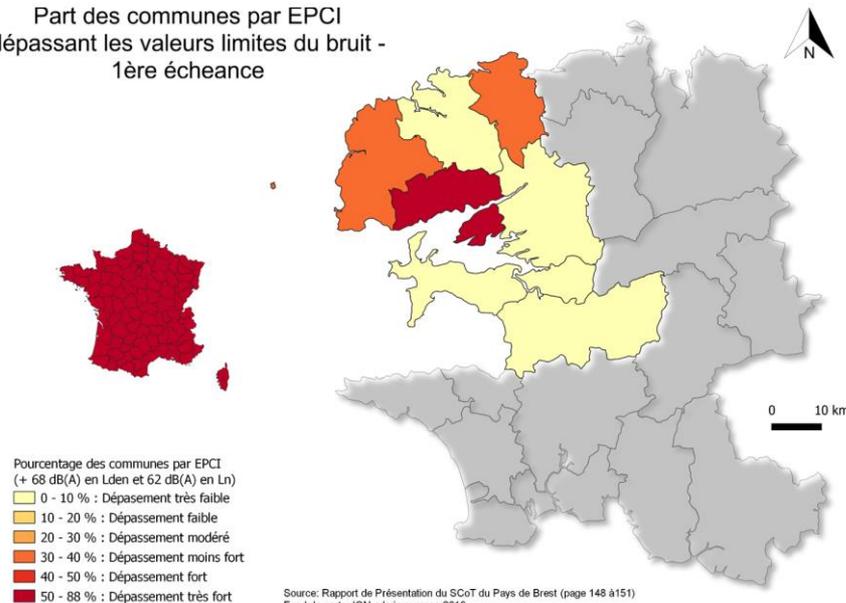
=> S'explique en partie par la  
présence d'un grand nombre de  
territoires ruraux

**Mais des sources de nuisances  
sont toutefois évoquées :**

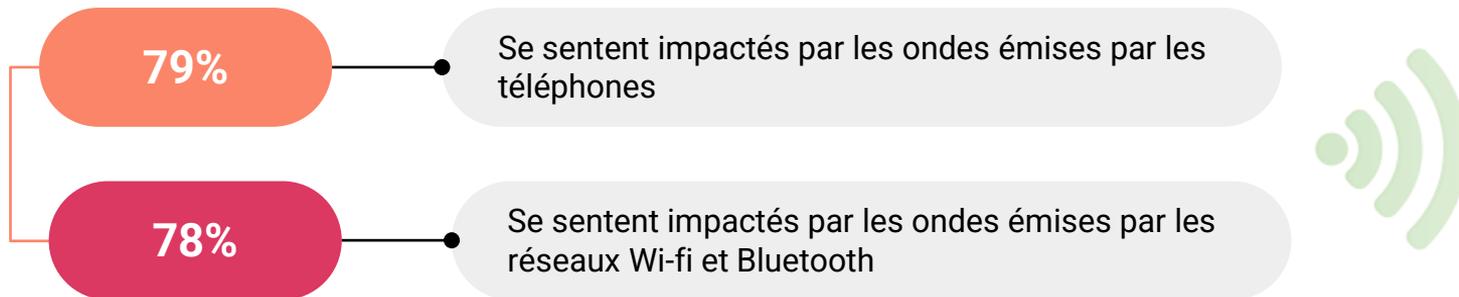


- Bruits liés aux **transports motorisés** pour Brest Métropole : **60%**
- Bruits liés aux **trains** et **avions** : **20%** pour Brest Métropole et **30%** pour la CCPLD

Part des communes par EPCI  
dépassant les valeurs limites du bruit -  
1ère échéance



## 2.6 Ondes électromagnétiques : une prise de conscience des risques pour la santé qui ne se traduit cependant pas en actions concrètes



→ Mais **71%** des répondants ne prennent aucune disposition pour réduire leur exposition.



Lié à un manque d'informations sur les réels effets d'une telle exposition :

- **67,6%** des répondants disent en **avoir entendu parler** ;
- Seulement **26,2%** estiment être **suffisamment informés** pour pouvoir **ajuster leurs pratiques**.

# 3.1 LA S-E & LES ENJEUX PERÇUS EN TANT QU'ÉLUS



SANTÉ ENVIRONNEMENT  
NOUS AVONS TOUS LE POUVOIR D'AGIR !



- 1 Pollution
- 2 Qualité de l'air
- 3 Santé/accès aux soins
- 4 Alimentation
- 5 Qualité de l'eau
- 6 Cadre de vie
- 7 Pesticides
- 8 Bien-être



- Les 8 premiers enjeux représentent deux tiers des réponses

## 3.2 Des sensibilités d'élus locaux réelles mais...

### Identification des enjeux



Des enjeux de SE "spécifiques au territoire de l'EPCI" pour une majorité d'élus (56,9%)

### Élus vs personnes ressources



Identification des mêmes enjeux de SE... mais des hiérarchies différentes.

### 5 principaux enjeux "globaux" identifiés

- Pollution
- Qualité de l'air
- Santé
- Alimentation
- Qualité de l'eau

### Des jeunes élus plus conscientisés ?

- ⇒ **67%** des élus de moins de 30 ans pensent que les enjeux sont spécifiques à leur territoire
- ⇒ **58%** des élus de 30 à 50 ans
- ⇒ **55%** des élus de 50 à 65 ans et de plus de 65 ans

## 3.2.1 Échelles territoriales et priorités...

39 % pensent ne pas avoir d'enjeux SE spécifiques à leur territoire... mais une majorité d'élus identifient des enjeux différents selon les échelles territoriales

### Echelle communale

#### Classement des enjeux :

1. Agriculture et pesticides
2. Qualité de l'eau
3. Mobilité

### Echelle intercommunale

#### Classement des enjeux :

1. Mobilité
2. Qualité de l'eau
3. Agriculture et pesticides

### Echelle Pays de Brest

#### Classement des enjeux :

1. Agriculture et pesticides
2. Mobilité
3. Qualité de l'eau



L'échelle du **Pays de Brest** semble peu identifiée comme une échelle pertinente d'action, en ce qui concerne les enjeux de santé-environnement. Un nombre non négligeable de personnes ressources interrogées envisageaient davantage les enjeux de SE à une échelle globale (mondiale), nationale, régionale ou encore départementale (Finistère) => **il existe manifestement un problème d'identification d'échelle territoriale pour répondre aux enjeux SE.**

### 3.2.2 Transports, mobilité, alimentation et assainissement : les actions les plus citées...

70%

des élus déclarent avoir connaissance d'actions en SE menées sur leur territoire mais le niveau de connaissance diverge selon l'EPCI de l'élu.



Principaux domaines d'actions et leur nature

### 3.2.3 Acculturation, accompagnement et capacité à intégrer les enjeux : un triptyque pour le moins perfectible !

Domaines dans lesquels les répondants se sentent le plus en capacité d'intégrer les enjeux dans les prises de décisions		Domaines dans lesquels les répondants se sentent le mieux formés ou informés		Domaines dans lesquels les répondants estiment être le mieux accompagnés	
Alimentation	26,70%	Alimentation	23,30%	Assainissement	9,60%
Habitat	25,80%	Transports et mobilité	20,90%	Transports et mobilité	8,90%
Transports et mobilité	24,70%	Isolation	19,10%	Isolation	8,90%

#### Enjeux

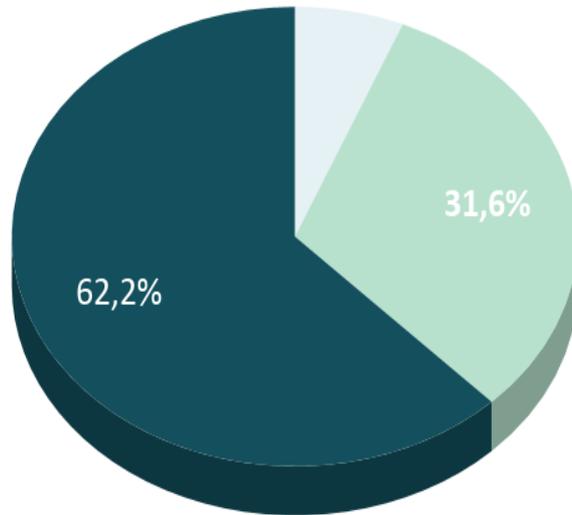
Acculturation et accompagnement des élus dans le domaine de la SE

Domaines dans lesquels les répondants se sentent le moins en capacité d'intégrer les enjeux dans les prises de décisions		Domaines dans lesquels les répondants se sentent le moins bien formés ou informés		Domaines dans lesquels les répondants estiment être le moins bien accompagnés	
Les odeurs	89,8%	Les odeurs	89,8%	Les odeurs	94,9%
Les nuisances sonores	89,3%	Les nuisances sonores	87,6%	Les nuisances sonores	94,9%
La pollution de l'air	85,1%	La lutte contre l'habitat indigne	86,7%	La lutte contre l'habitat indigne	93,1%

### 3.2.4 Une implication déclarée modeste et mal définie :

En tant qu'élu(e), avez-vous déjà participé activement à certaines actions de Santé-Environnement ?

- Non-réponse
- Oui
- Non



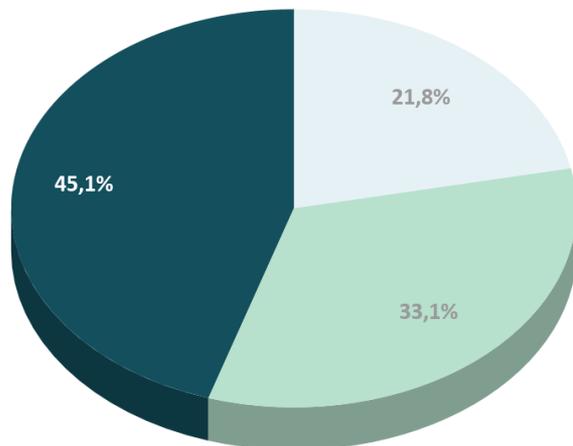
#### Principaux domaines d'actions

1. Eau et assainissement (20%)
2. Mobilité (14%)
3. Alimentation (13%)
4. Urbanisme (12%)
5. Environnement (8%)
6. Petite enfance (7%)
7. Habitat (5%)

## 3.2.5 Des freins à l'action politique en Santé-environnement ?

45.1% déclare **ne pas identifier** de freins spécifiques qui limiteraient la mise en œuvre d'actions santé-environnement sur leur territoire (cependant de nombreuses personnes ressources en identifiant)

● Non-réponse  
● Oui  
● Non



**33,1%** identifient des freins

### Les principaux freins

- 1 Déficit de sensibilisation des populations
- 2 Déficit d'accompagnement en ingénierie et en moyens financiers
- 3 Manque de sensibilisation des acteurs socio-économiques
- 4 Manque de mobilisation des élus

### 3.3.1 Quelles priorités ? « Connecter et coordonner l'écosystème local »

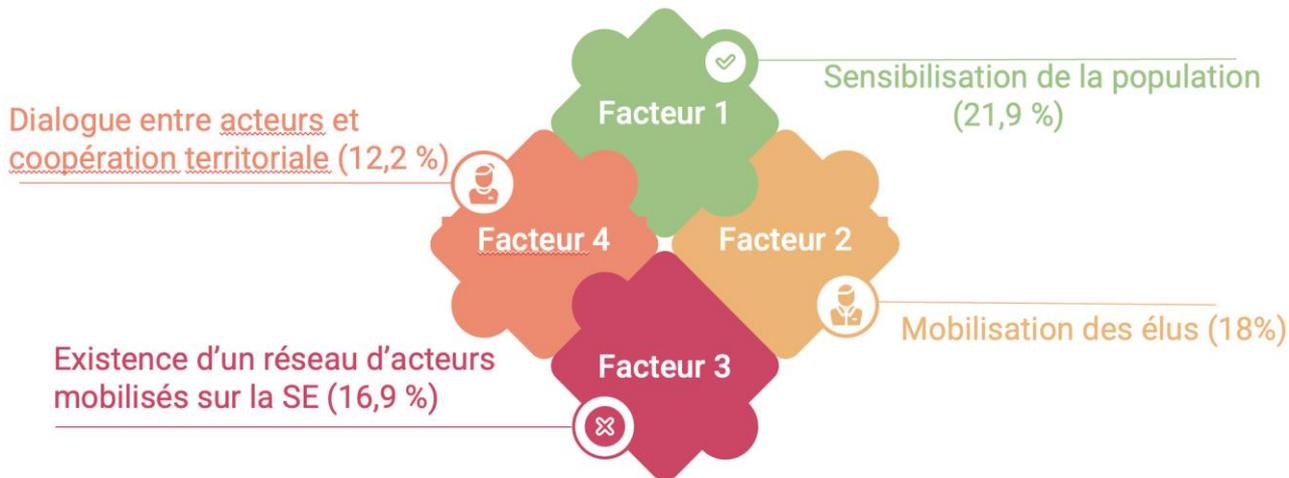
*“ L'objectif est de mettre en œuvre des actions pertinentes et de les coordonner de manière efficace en intégrant un pilote “ personne ressource interrogée le 17/11/2020*

32 %

Près d'un tiers des **élus** parle de la nécessité de **favoriser le dialogue** entre tous les acteurs

11 %

Seulement **un élu sur dix** identifie l'intérêt d'une **coopération de type vertical**, en lien avec des structures administratives décentralisées ou déconcentrées



### 3. 2.2 Une mise en œuvre locale à structurer dans le cadre d'une démarche globale

32 %

**l'intercommunalité** constituerait l'acteur le plus en capacité d'agir sur des questions de santé-environnement

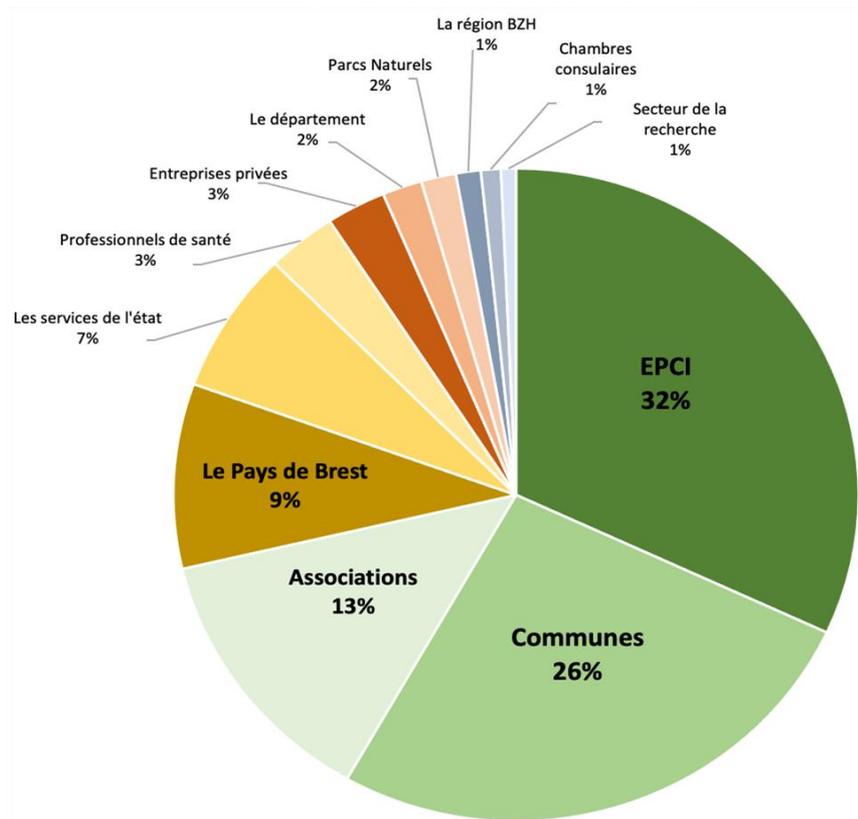
#### Les échelles de coopération

Les **services de l'Etat** des structures d'appui essentielles qui pourraient jouer le rôle de facilitateur

Le **Département du Finistère** et la **Région Bretagne** : des structures de coopération évidentes

Les **échelles communale et intercommunale** sont fréquemment évoquées (13% et 11.5%)

#### Les acteurs de l'actions



## 4. Alors quelles priorités d'action demain?

17%

des élus ont connaissance d'actions qui pourraient être une source d'inspiration pour leur territoire

D'après les « Personnes Ressources »



D'après les « Élus »



***Pour une transition encadrée socialement qui ne néglige pas les “petits commencements” et l'équité territoriale, cela passant par une sensibilisation collective et une gouvernance adaptée***

=> Une certaine unité de vue mais exprimée différemment, plus « globale & qualité de vie » pour les PR, plus « vécue » et en lien avec des sensibilités dues aux compétences électives pour les élus



*Quelques premiers enseignements...*

=> Importance d'adopter une démarche réflexive

=> Sensibiliser & conscientiser le plus grand nombre

=> Coordonner l'approche « PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL »

=> Mise en œuvre d'une gouvernance adaptée

=>...